

APL
informations

75

18 avril
1974

**Nantes
Loire-
Deux**

BULLETIN REGIONAL
DE L'AGENCE DE
PRESSE LIBERATION
Nantes, Anjou,
Vendée, sud-Bretagne

AGENCE DE PRESSE LIBERATION

14 rue de Bretagne,
Paris 3^e - Directeur :
Maurice Elavel.

le n° : 1 franc

Bureau régional : Nantes
"Librairie 71", 29 rue
Jean Jaurès.

Abonnements : les 12 n°
(soit 3 mois environ) :
10 francs minimum.

La reproduction et l'utilisation des informations de l'Agence sont entièrement libres.

apl nantes
PERIODIQUE
CCCAP 54701

apl nantes
PERIODIQUE
ccc54701

sommaire

NANTES : tract de la coordination lycéenne.
NANTES : Revendications les lycéens de St-Stanislas. 2
NANTES-BELLEVUE : des locataires s'organisent contre la hausse du prix
du chauffage collectif 3
HERIC : manifestation paysanne sur lapropriété foncière.
NANTES : création d'un Comité d'Action des Prisonniers.

assemblées générales

A.P.L.

vendredi 19 avril 20 h.45-

St Nazaire

à la Fraternité Protestante, rue d'Anjou (près de la gare.)

La Roche s/Yon

6 rue Millet.

vendredi 26 avril

Blain

La Chapelle s/Erdre

vendredi 3 mai

Nantes

Communiqué du collectif APL-nantes :

Faut-il ou ne faut-il pas retransmettre dans le bulletin APL-nantes les nombreuses prises de position qui nous sont et nous seront communiquées à propos des élections présidentielles ? Si nous posons la question, c'est parce que la réponse ne nous paraît pas vraiment claire. Déjà dans le n° 74, a été insérée une pétition en faveur de la candidature de Charles Piaget. Certains abonnés ont critiqué ce fait avec virulence.

Nous devons insister sur une chose pour nous très importante : l'Agence de Presse APL n'a pas et n'aura pas de position sur les élections, sinon qu'elle est contre le régime social actuel. Jusqu'à présent, l'APL-nantes s'est refusée à être une tribune où les diverses thèses de gauche et d'extrême-gauche s'affronteraient ; l'Agence veut faire circuler l'information politique et sociale dans la région.

Faut-il passer tout ce qui est apporté ? Faut-il faire un dossier ? Faut-il ne pas passer de textes qui peuvent paraître une récupération de l'APL ? Faut-il faire une sélection, et comment ? Toutes ces questions, qui sont en rapport avec le contrôle de l'information, seront débattues en Assemblée Générale. Elles font partie de l'orientation même de l'APL.

NANTES : Tract de la coordination lycéenne : "La lutte continue".

"La bourgeoisie compte sur les élections pour que toutes les luttes (ouvrières, lycéennes,...) qui contestent son pouvoir cessent. Mais nous n'avons pas à respecter la trêve: seul le combat paie ! Nous ne pouvons faire confiance qu'à nos luttes !

Avant les vacances les lycéens sont entrés en lutte contre la réforme Fontanet et à travers elle contre l'école capitaliste dans son ensemble (contre tous ses aspects : sélection, répression, embrigadement...) Que la bourgeoisie ne compte pas sur les élections pour que l'ordre règne à nouveau dans les bahuts. Car nous devons rester mobilisés :

- Jean-Luc Hérig, prof à Nantua, vient d'être suspendu parce qu'il parlait dans ses cours de la sexualité, du rôle répressif de la famille...
- Réintégration sans sanctions de J-L Hérig !
- Nous devons imposer dans tous les bahuts la liberté d'expression et de réunion.
- Nous devons faire échec à toutes les tentatives de répression.

Quels débats dans le mouvement ?

Mais dès aujourd'hui de nombreux débats doivent animer le mouvement lycéen.

- Qu'est ce que l'école capitaliste ? Comment lutter contre elle ? Et faire échec à tous les projets de la bourgeoisie ?
- A quel type de convergence avec les travailleurs, le mouvement lycéen doit-il travailler ? Et donc où en sont les luttes ouvrières ?
- Quelle place le mouvement lycéen doit-il occuper ? Quelle est l'importance des présidentielles et de leur résultat sur le développement des luttes ? "

NANTES : Revendication des lycéens de Saint-Stanislas.

"Nous réclamons : - le droit à l'information sur tout ce qui concerne l'établissement, l'enseignement, la vie active. Actuellement par exemple, nous ne connaissons pratiquement jamais les causes de renvoi des élèves. Nous ne connaissons pas non plus le statut de nos professeurs (maitres-auxiliaires...), ni l'organisation de l'enseignement, ni ce que peut être la vie d'un O.S. ...

- la liberté d'expression. Nous n'en avons pratiquement aucune avec les professeurs, le Préfet ou le Supérieur. Nous ne possédons pas non plus de panneau d'affichage où la règle à respecter serait la liberté. Les tracts seuls ont suffi à susciter de vives réactions de la part des autorités de cet établissement.
- la liberté d'organisation. Il est inadmissible que les élèves n'aient pas le droit de s'organiser à l'intérieur de St-Stanislas pour des activités de leur goût.
- la liberté de réunion. Aucune salle n'est mise à notre disposition pour nous réunir, y organiser des débats ou tout autre chose, y amener qui on veut.
- les 10 %, s'ils n'existent pas déjà, et les utiliser avec les travailleurs ; par exemple : ouvrir l'établissement sur le monde du travail et les réalités sociales, politiques et économiques.

Nous devons tout faire pour libéraliser St-Stanislas."

NANTES - BELLEVUE : des locataires s'organisent contre la hausse du prix du chauffage collectif. (APL - 16/4)

200 personnes, réunies à l'appel des Associations Populaires Familiales, de l'Association Syndicale des Familles et du Comité d'Action de la Z.U.P. Bellevue Nantes/St-Herblain, pour discuter d'une action contre l'augmentation des charges de chauffage, se sont groupées en "Comité de Défense des Habitants de la ZUP Nantes/Bellevue".

Elles ont décidé, dans un premier temps, pour lancer l'action, d'une manifestation devant la chaufferie des 6 500 logements de la ZUP. Cette chaufferie, gérée par une société privée la NADIC formée par le groupement de toutes les entreprises de chauffage de Nantes, impose sans aucun contrôle les prix qu'elle veut et fait énormes bénéfices.

Tract des A.P.F., de l'A.S.F. et du C.A. de la ZUP Bellevue :

"La chaufferie nous vole depuis des années, refusons les augmentations de chauffage.....

A qui donnons-nous notre argent pour le chauffage ? Nous payons tous le chauffage à des sociétés différentes (HLM, NAMET, SAGIO, CIF, Maisons Familiales, Constructions Familiales etc.) Ces sociétés reversent l'argent à la NADIC (Nantaise de Distribution de Chaleur).

Qui est la NADIC ? La NADIC exploite la seule chaufferie de la ZUP Nantes/St-Herblain, rue du Jamet, qui assure le chauffage des 30 000 habitants de la ZUP. La NADIC est formée par le groupement de toutes les entreprises de chauffage de Nantes. Ces entreprises ont pu obtenir la gestion pour 30 ans de la chaufferie déjà construite. Il n'y a donc ni concurrence ni contrôle. La NADIC peut nous faire payer le prix qu'elle veut. Dans 30 ans la chaufferie sera usée, il faudra y faire des réparations et la NADIC refusera de continuer à la gérer.

La NADIC nous vole. Nous savons que la NADIC, tous frais payés, fait plus de 100 millions d'anciens francs de bénéfices par an. Grâce au chauffage, tout le monde se sucre sur notre dos : la NADIC, l'Etat, les compagnies pétrolières. La NADIC parce qu'elle nous fait payer le prix qu'elle veut, l'Etat parce qu'il récupère 17,6% en TVA, les compagnies pétrolières parce qu'elles augmentent leurs bénéfices.

Aujourd'hui on nous dit : "Le prix du fuel a augmenté, nous allons vous chauffer moins et moins longtemps (15 avril) et pourtant vous allez payer plus cher de chauffage". Nous refusons ce calcul. Nous répondons : "Vous faites suffisamment de bénéfices sur notre dos et en premier lieu la NADIC. Si les prix augmentent, prenez ces augmentations sur vos énormes profits".

La vie augmente... refusons les augmentations de chauffage.

Pour une action payante, unissons-nous. Une action a été menée à Brest, Rennes, Champagne Ils ont obtenu 30% de réduction sur le chauffage. Fini les bénéfices éhontés de la NADIC !

NANTES . CREATION D'UN COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS (C.A.P)

ORGANISE UNE MARCHÉ SUR LA PRISON DE MENDE.

4

Les 6 et 7 Avril , dans la région parisienne se sont retrouvés les C.A.P de toute la France , ainsi que des délégués de Belgique , Suisse , Québec.

Au cours de cette rencontre a été créée la première internationale des prisonniers avec la Belgique , la France et la Suisse.

Devraient en principe s'y joindre , l'Amérique , l'Angleterre , Québec.....

CREATION D'UN CAP à NANTES .

au cours de ce week -end des anciens détenus et non détenus (ou tolards en puissance) de Nantes (correspondant GERIN MARC , la MOCQUELIERE. ST HERBLAIN .

Le CAP animé par des prisonniers ou anciens prisonniers qui prennent leurs problèmes en charge et auxquels se sont joints des détenus en puissance a pour but d'informer , d'agir pour la suppression des prisons .

PLATEFORME (non limitative) des CAP .

- 1- SUPPRESSION du casier judiciaire
- 2- SUPPRESSION de l'interdiction des séjours
- 3- SUPPRESSION de la peine de mort
- 4 SUPPRESSION de la prison à vie
- 5 - SUPPRESSION DE la tutelle pénale (relégation)
- 6- SUPPRESSION de la contrainte par corps , aménagement et frais de justice .
- 7- REORGANISATION du travail en prison .
 - salaire minimum égal au SMIC .
 - 6 sécurité sociale pour la famille .
 - certificat de travail à la sortie
 - généralisation de la formation professionnelle durant la détention .
- 8- DROIT AU PARLOIR et à la correspondance libres .
- 9- DROIT à des soins médicaux et dentaires corrects .
- 10- DROIT d'association à l'intérieur des prisons (moyen essentiel de faire valoir les revendications précédentes) .
- 11 - DROIT DE ASSOCIATION de DÉFENSE des détenus devant l'administration pénitentiaire (prétoire , libération conditionnelle , mesures de grâce)
- 12 - SUPPRESSION de la prison .

MARCHÉ SUR LA PRISON DE MENDE (Samedi 20 Avril)

EXTRAITS DU C.A.P. (journal des prisonniers - 15 Rue des Trois Frères - Paris)

MENDE = PRISON DE FORCE = PRISON MITARD .

" Prison de force , chef lieu de la Lozère . Sont envoyés à Mende les détenus ayant commis des actes de violence envers les gardiens d'une autre prison .

prison considérée à l'heure actuelle comme maison spécialisée pour des détenus en perpétuelle opposition avec l'Administration pénitentiaire .

Amener le détenu à une soumission totale . Les gardiens de Mende sont choisis parmi les gardiens dont la brutalité dans les autres prisons a fait légende jusqu'au jour ou leur mutation est devenue nécessaire soit pour leur sécurité ou sur les plaintes d'un juge d'instruction ..

.... Une trentaine de détenus et 3 fois plus de surveillants 6 Le régime est digne des camps nazis : isolement complet , promenade seul , repas servis par les surveillants , aucun contact possible avec les autres détenus - durée minimum de séjours = 18 mois .

FAIRE CREVER LES DÉTENUIS .

..... A leur arrivée , les détenus sont tabassés et mis au mitard spécial MENDE pour un mois . Fouille corporelle tous les jours ! Mise à nu dans un couloir glacial , au garde à vous , et un fois la fouille finie , on vous regarde le trou du cul pendant le temps du bon plaisir du maton .

..... Les règles prévues par le code de procédure pénale n'existent pas . Les détenus sont livrés à l'arbitraire des gardiens . Dès l'arrivée du détenu , on le prévient : Tiens toi bien ici , Juges , inspecteurs , procureurs ou pas , les macs , c'est nous .

.....

... Il existe à Mende une pièce spéciale pour les passages à tabac = une pièce sans couverture avec un énorme porte où cinq matons, clés et matraques en main, attendent le condamné qui est mis à poil et tabassé jusqu'à son évanouissement. Ensuite, il est mis au mitard glacial avec une ceinture de contention qu'il gardera quinze jours au moins. Il sera nourri selon le bon plaisir du maton.

DES LOQUES HUMAINES.

..... La surveillance est exercée de telle façon que les suicides tant désirés par les détenus soient impossibles. Les détenus sont réduits à l'état de loques humaines.

Auparavant on envoyait à Mende les détenus dits de "droit commun"; depuis quelques temps l'Administration centrale tend à y envoyer des détenus qualifiés de "gauchistes".

Peu d'informations filtrent de Mende et pour cause = les détenus sont rendus fous par le régime particulièrement répressif; leur stage fini à Mende, on les envoie dans les asiles-prisons et s'ils échappent à cette folie, c'est la police dehors qui se charge d'eux.

Mende reste ancré dans le corps des détenus à tel point que la peur d'y retourner un jour les fait se taire.

LES LOCATAIRES DE LA CITE DES DERVALLIERES PROTESTENT :

Depuis deux ans, les associations de quartier suivantes; Association syndicale des familles - Association syndicale des femmes chefs de famille, association vie libre, Association parents d'élèves, Association des centres aérés de la ville ainsi que les éducateurs du quartier, demandent:

l'ouverture d'un local pour servir les besoins de dialogue et de rencontre des locataires de la cité.

Les pouvoirs publics, après avoir eu l'intention de créer à cet endroit... une antenne de police, ont ensuite promis ce local, et fait traîner les négociations. Aujourd'hui, la position de l'office est la suivante " Si vous donnez 2F50 de l'heure, vous pourrez utiliser le local, chacune à votre tour, à condition de nous en demander la permission ". Ce qui fait un loyer scandaleux d'un million de francs (ancien) par an. Cela, lorsqu'un comité, pour gérer le local a été proposé par les groupes du quartier et qu'une convention avec l'office des Centres sociaux, expliquant les conditions d'utilisation, était en passe d'être signée, que le loyer du local devait avoir pour base le prix de 1FR le M2, selon le principe des mètres carrés sociaux, comme pour tout local à usage social et collectif. Dans un climat rendu plus lourd, dans le quartier par les interventions répressives de la police contre les jeunes, l'attitude des pouvoirs publics est-elle d'empêcher à tout prix les gens de se rencontrer pour discuter ensemble de leurs problèmes. C'est la question que l'on peut se poser.

Convaincue de la nécessité d'une action collective contre les réticences de l'Administration, une centaine d'habitants du quartier, jeunes et adultes, se sont donc rassemblés devant le local fermé, en présence de quelques journalistes. Les représentants des associations ont exposé le problème. Le tout étant enregistré et filmé; pour utilisation au magnétoscope: depuis plusieurs mois, en effet, une équipe utilise le magnétoscope pour des réunions au porte à porte dans le quartier.

L'affaire es à suivre.

Des participants.

EN RETARD D'UNE REVOLUTION .

Joseph Pastor, responsable national des GSED (Groupes de Salariés pour l'économie distributive) vient d'acheter un gros travail dans l'écriture d'un livre adressé aux " GAUCHES DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS " intitulé "EN RETARD D'UNE REVOLUTION".

Pour se procurer le livre écrire: GSED, Café des Bienvenus 53 Rue de Trignac

44600 PENHOET.

HERIC . LES PAYSANS S'OPPOSENT A UNE EXPERTISE JUDICIAIRE.

Mercredi 17 Avril , une centaine d'agriculteurs de la commune d'Héric et de la région de Nantes s'étaient donné rendez - vous à la ferme d'Eugène Rigollet , à Blanchelande.

Eugène Rigollet exploite une ferme de 22HA . Depuis deux ans , son père et son frère qui exploite déjà 40HA , cherchent à lui reprendre 7HA et ses bâtiments d'exploitation . Sans bâtiments et avec seulement 15HA , il était donc contraint d'abandonner son travail . Mercredi , après de nombreuses péripéties pour évaluer ce que Eugène devait avoir lieu une expertise judiciaire pour évaluer ce que Eugène devait à son frère pour l'occupation de la ferme depuis deux ans . Les agriculteurs ont décidé de s'opposer à cette expertise .

Ils se sont donc retrouvés mercredi dans la cour de la ferme pour attendre l'expert . A son arrivée il est entouré par les agriculteurs , qui lui barrent l'entrée de la maison pour lui demander quelques explications .

Ils ont d'abord nié la compétence de l'expert : "le fruit de notre travail n'appartient qu'à nous et nous n'avons pas besoin d'argent pour l'évaluer " .

Ils ont ensuite dénoncé la soi disant neutralité de la justice et de l'expert qui se prête à son jeu . " Vous êtes payés grassement pour mettre un fermier à la porte Qu'est ce que c'est que cette justice qui au nom de la sacro sainte propriété met une famille à la rue " . Ils ont ensuite proposé de faire ensemble sur place l'expertise et ont proposé de retenir comme base un fermage normal , c'est à dire 90FR par hectare .

L'expert s'est indigné " de l'attitude des agriculteurs " J'ai toujours pris les agriculteurs d'Héric pour des gens raisonnables et censés , vous vous sentez forts quand vous êtes en groupe " il n'en fallait pas plus pour qu'il s'entende répondre sous les éclats de rire que , en face d'une telle justice les agriculteurs avaient besoin de se serrer les coudes pour imposer leur justice et qu'ils avaient bien l'intention de continuer . On lui a également rappelé la "courtoisie " de la justice qui a expulsé , par la force du bureau du juge les quelques agriculteurs qui étaient venus pour soutenir Eugène . Chacun utilise la force qu'il a .

Après deux heures de discussion , on s'est décidé à le laisser repartir , escorté par les deux gendarmes de service . Les agriculteurs de la région restent mobilisés pour empêcher qu'Eugène ne soit expulsé de sa ferme .

LES VETERINAIRES ET LEUR MONOPOLE (APL 15 AVRIL .RENNES)

Dans le canton de Matignon , un vétérinaire avait accepté de remettre le vaccin aux éleveurs afin qu'ils fassent eux mêmes leur inoculations .

Ceci avait permis de vacciner rapidement l'ensemble du cheptel des communes habituellement couvertes par ce vétérinaire . DES clients de vétérinaires voisins étaient même venus s'approvisionner chez lui .

Soulignons qu'un client qui avait voulu "rester fidèle à son vétérinaire , celui d'henbihen , n'a vu ses porcs vaccinés que le 8 ou 9 Avril alors qu'il est en zone A , c'est à dire dans la zone à vacciner d'urgence .

Mais , le syndicat des vétérinaires n'a pas pu supporter plus longtemps l'atteinte à son monopole d'autant plus qu'elle était le fait d'un des siens . MR DUTY , le vétérinaire qui avait fourni aux éleveurs le vaccin a été vertement rappelé à l'ordre par son "syndicat . Peut être recevra t-il le même rappel à l'ordre pour ne pas demander 31FR , comme MR MORVAN de Dinan ou 25FR comme le vétérinaire d'Evran chaque fois qu'il signe un certificat de vaccination ?..... (Quand un éleveur veut commercialiser les animaux il doit aller chercher chez son vétérinaire un certificat assurant que les animaux en question ont été vaccinés.

ANNONCE : Un dossier spécial de l'équipe "Paysan" tirant un bilan de la fièvre aphteuse est paru . L'équipe paysans envisage de continuer ce travail , mais déjà , on peut se procurer ce dossier : 2fr le numéro pour toutes les personnes intéressées et 50FR pour tous les militants , principalement intéressés en particulier les Paysans .

TEXTE DE PRÉPARATION AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES .

7.

des 19 AVRIL à LA ROCHE SUR YON et à SAINT NAZAIRE.
du 26 Avril à la Chapelle sur Erdre et à Blain .
du 3 mai à Nantes .

Ces différentes AG s'inscrivent dans la suite logique des AG précédentes dans le but de faire la point sur le bulletin , sa forme , son contenu , son utilisation , sur le fonctionnement de l'APL en général le rôle et la composition du collectif le rôle des AG , les relations avec les correspondants -abonnés

A cela s'ajoute une question plus générale : quelle est l'importance de la lutte sur le front de l'information au niveau local ? Quelle(s) forme(s) peut elle prendre ? Le débat devrait déboucher sur des propositions concrètes .

I. BILAN DU BULLETIN ET DE SON FONCTIONNEMENT :

Problèmes relatifs à la forme :

- frappe , netteté , propreté, ...
- facilité de lecture , (classement ou non par rubriques, ... importance des titres) .

Problèmes relatifs au fond:

- champ de l'information : quels sont les secteurs couverts par l'APL ? (usines , Agriculture , Enseignement , secteur public , hopitaux , PTT, associations de quartier

X Type d'information

intérêt du calendrier ?

intérêt de la revue de presse ? , des communiqués d'organisations ?

intérêt des tracts distribués sur la région ?

intérêt des informations brutes suivies sur plusieurs semaines ou non ? intérêt des analyses , effectuer un choix .

intérêt pour les dossiers (le collectif doit il ou non prendre l'initiative de ces dossiers ?

quel type d'information paraît le plus nécessaire et pourquoi ?

comment s'intègre le problème de l'information dans les perspectives de lutte ?

Comment envisage t-on un tel outil , et leurs relations avec cet outil .

=====

quelle forme faut-il privilégier le compte rendu de "lutte objectif " ?
ou l'analyse rétrospective ?

Doit-on de limiter à une information axée sur la lutte et les conflits ou éloigner à la situation générale du secteur , les conditions de travail .

L'origine de l'information : Groupes politiques , syndicaux , syndicats , Groupe de travailleurs en lutte , individus ... Qui doit s'exprimer dans le bulletin et en s'adressant à qui ?

Problèmes relatifs au fonctionnement:

- Date limite des dépôts d'articles

- Composition :

Nombre minimum pour assumer les tâches matérielles (insuffisat

Motivation des membres : initiatives individuelles ou collective .

Actuellement le bulletin ne fonctionne qu'à partir des membres du collectif qui

qui y adhèrent sur des motivations individuelles , ce qui entraine de nombreuses difficultés de fonctionnement est essentiel que l'APL et le travail sur l'information soit pris en charge collectivement .



rapport avec les correspondants abonnés :

Rôle des AG.

Rôle des contacts directs ?

Rôle des groupes décentralisés ?

Rôle des correspondants abonnés ?

Après ce rapide bilan de ce qui existe comme bulletin d'information populaire régional, il est nécessaire de se poser la question plus générale, de quel outil d'information, les luttes ont-elles besoin localement ?
Quels type d'information leur paraît nécessaire et pourquoi?

=====

ANNONCES/

Le numéro 6 de MARINE EN LUTTE (MAI 74) est paru .

Au sommaire : les problèmes de restructuration dans la Marine .
le dossier du FRANCE .

S'ADRESSER &A MEL 43 AVENUE DE L'ANGEVINIERE
44800 SAINT HERBLAIN .

+++++

MANIFESTATION DU 1ER MAI :

A l'appel de PLC REVOLUTION , reunion le MERCREDI 24 à 20H30 à
LA FRATERNITE PROTESTANTE ,RUE A MIRAL DU CHAFFAULT .
pour la préparation de la manifestation .

=====

L'organisation communiste REVOLUTION organise un meeting le VENDREDI 19 AVRIL
CAER MICHELET (SCARREFOUR MICHELET
à 20H30 avec un membre de son bureau national ..

SUR :
nos positions sur le Front électoral
nos propositions d'action pour le 1ER MAI .

=====

HAUTE BELLEVUE : APL I7/4 suite

A la suite de trois réunions organisées dans les différents quartiers de la ZUP et qui ont rassemblé environ 200 personnes les habitants de Bellevue ont décidé :

- de se regrouper dans un comité de défense des habitants de la ZUP
- de faire une première manifestation
- de faire circuler une pétition pour discuter avec l'ensemble des locataires et d'élargir ainsi la mobilisation.

Les habitants regroupés dans un comité de défense se sont fixés comme objectifs :

- d'obtenir les comptes détaillés de la société gérant la chaufferie
- d'obtenir que les hausses du prix du fuel soit prises en charge par cette société en puisant sur ses énormes bénéfices
- enfin en un second temps d'obtenir une révision du contrat de chauffage à une réduction des charges et éventuellement à un remboursement du trop perçu au cours des années précédentes

La manifestation qui a eut lieu mercredi 17 avril avait un double but

- montrer à la société qui exploite la chaufferie (et par la même occasion les habitants du quartier) qu'une force commence à émerger du quartier avec laquelle il faudrait compter .

- apprendre aux autres locataires que l'action est engagée .

Environ 300 personnes se sont rassemblées devant la chaufferie avant d'y pénétrer pour remettre aux responsables une motion indiquant nos exigences . Puis nous avons défilés dans toute la ZUP avec bannières, pancartes , et en criant des slogans amenant les gens aux fenêtres , réalisant ainsi l'objectif d'information sur la lutte que nous avons fixée à cette manifestation. La pétition commencera à circuler dès la semaine prochaine et une assemblée générale d'ici un mois décidera des formes de la poursuite de l'action.